

Populisme de droite en Europe : Phénomène passager ou transition vers un courant politique dominant ?

Werner T. Bauer

- *Alors qu'il semblait auparavant n'enregistrer que des succès limités, le populisme de droite a atteint aujourd'hui une nouvelle dimension. Le populisme est-il en passe de devenir un mouvement « mainstream » en Europe ? Quel défi pose-t-il à nos démocraties libérales aujourd'hui ?*
- *Afin de répondre à ces questions, Werner T. Bauer procède à une explication des différents concepts relatifs au populisme, analyse les différences et les points communs des partis populistes européens et engage une réflexion sur la stratégie à employer face à ces mouvements.*
- *Le rayonnement des partis populistes de droite, qui sont, par essence, contestataires et pratiquent une politique d'opposition, ne résiste pas longtemps à l'exercice du pouvoir. En revanche, leur passage laisse au sein de la société un climat délétère et une chasse aux tabous susceptibles d'être développés par de nouveaux acteurs. Corollaire de cette évolution, la dérive droitière de l'échiquier politique est un processus sur lequel il est difficile de revenir.*
- *Le populisme des pays d'Europe de l'Est constitue un phénomène à part. Né à la suite du dramatique processus de transformation socioéconomique, le populisme est-européen concilie des orientations nationalistes et antiélitistes avec une politique économique et sociale de « gauche » souvent liée à la nostalgie de l'organisation sociale communiste de l'époque. Il exprime une déception générale vis-à-vis des promesses non tenues du système démocratique et une défiance à l'égard des élites.*

Werner T. Bauer est chercheur à la Société autrichienne de conseil et de développement politiques (Österreichische Gesellschaft für Politikberatung und Politikentwicklung) à Vienne. Werner T. Bauer est commissaire de l'exposition permanente « Vienne la rouge » (Das Rote Wien) et rédacteur d'un dictionnaire en ligne portant le même nom. Il est également l'auteur de plusieurs documents et de nombreux articles et ouvrages scientifiques.

Avant-propos : un glissement vers la droite en Europe

Par **Axel Schäfer**, député au Bundestag, porte-parole pour la politique européenne du groupe parlementaire SPD et président du groupe SPD de Rhénanie du Nord-Westphalie.

Les coordonnées politiques de l'Europe se déplacent clairement vers la droite. Dans l'Union européenne de ces dix dernières années, un nombre croissant de partis populistes de droite et d'extrême droite est parvenu à se faire élire dans des parlements et même à participer, de plus en plus souvent, à des gouvernements :

- Au Danemark, une minorité chrétienne-démocrate est au pouvoir depuis 2001 avec le soutien du Parti du peuple danois.
- Aux Pays-Bas, les chrétiens-démocrates ont, pour la première fois, fait entrer des populistes de droite dans le gouvernement, tout comme
 - en Autriche, où le Parti populaire conservateur a formé une coalition avec le FPÖ de Jörg Haider entre 1999 et 2006.
 - En Tchéquie, le président Vaclav Klaus (ex-PPE) a favorisé la scission du parti conservateur au pouvoir en faveur d'un nouveau parti populiste de droite.
 - En Italie, Silvio Berlusconi gouverne de nouveau avec les anciens néofascistes et un parti séparatiste.

Et ce n'est pas tout !

En Hongrie, les plus récents développements sont particulièrement dramatiques : le parti chrétien-démocrate/conservateur Fidesz (« Alliance des jeunes démocrates ») de l'ex-Premier ministre Viktor Orbán a remporté deux tiers des sièges et le parti d'extrême droite Jobbik est entré au Parlement.

Dans nombre de partis ou du moins dans les partis susmentionnés, qui appartiennent tous à la famille chrétienne-démocrate (PPE), la collaboration avec des partis populistes de droite et nationalistes a entraîné une érosion des principes démocratiques. Dans certains cas, la frontière entre conservateurs et populistes de droite s'est déjà estompée.

En Europe, ce « glissement vers la droite » s'est opéré lentement et insidieusement : bien trop nombreux sont ceux qui ne s'en sont pas aperçus et ne sont pas conscients de la gravité de la situation. En public, la question du populisme de droite et de l'extrême droite n'est évoquée que sporadiquement, et elle ne figure pas parmi les grands sujets à l'ordre du jour à Bruxelles.

Or, ceci est un point particulièrement intéressant : pourquoi le groupe PPE, dont les partis sont à la tête de nombreux gouvernements européens, notamment en Allemagne, ne se penche-t-il pas sérieusement sur cette question ? On pourrait s'attendre à ce qu'il prenne clairement ses distances par rapport aux partis faisant cause commune avec les populistes de droite, ou du moins qu'il manifeste une certaine inquiétude face aux développements actuels. Mais il n'en est rien, le PPE garde le silence. Qu'on le veuille ou non, au bout d'un certain temps, un tel silence doit être interprété comme le signe d'une approbation discrète. Pas la moindre trace d'un « cordon sanitaire » européen, qui serait pourtant urgemment nécessaire.

Cette évolution est à la fois effrayante et dangereuse. Une fois installés dans les parlements des États membres de l'UE, les partis situés à droite du centre politique se laisseront difficilement déloger. L'expérience dans tous les pays cités plus haut le prouve amplement.

En Europe, et plus spécialement en période de crise économique et financière, la démagogie des partis de droite – notamment en matière de chômage et d'intégration – constitue un grand danger pour les droits de l'homme et les démocraties. La mobilisation de la bêtise penche toujours à droite – la culture et l'humanité toujours à gauche. Voilà précisément l'enjeu : nous devons résoudre des problèmes réels et combattre des idéologies de droite.

Pour l'Allemagne, cela signifie la chose suivante : cultiver, en l'appréciant à sa juste valeur, la diversité au sein de notre pays et opposer aux slogans de l'extrême droite et des populistes notre engagement pour la démocratie. Pour ce faire, il sera nécessaire de se mobiliser clairement et durablement afin de combattre l'extrémisme de droite de diverses manières – avec des moyens allant de la pérennisation et du perfectionnement des programmes fédéraux à une procédure d'interdiction du NPD. Pour l'Europe, cela signifie la chose suivante : prendre au sérieux la menace que le populisme et l'extrémisme de droite font planer sur les démocraties européennes, trouver des réponses sociopolitiques à la xénophobie, à l'antisémitisme et au racisme, faire barrage aux politiques de marché radicales et exiger que le PPE définisse des limites claires par rapport à la droite.

La présente étude apporte une contribution majeure en suggérant de faire un apprentissage réciproque, de travailler ensemble et de mener une action commune.

Introduction

L'Europe est-elle en train de se laisser envahir par un « esprit du temps populiste » (Mudde 2004) ? Ces derniers temps, les nombreux succès des partis populistes de droite et d'extrême droite aux élections nationales, et aux élections européennes de 2009, ont suscité craintes et inquiétudes chez beaucoup de citoyens. Se pourrait-il, cependant, qu'il ne s'agisse que de phénomènes nationaux à imputer à une période de crise et de grands bouleversements ? Ou bien faut-il voir dans la montée des populistes de droite une mutation dangereuse pour le système politique européen ?

La présente publication se propose d'étudier le populisme de droite en Europe, avec ses fondements, ses empreintes, ses différentes déclinaisons et leurs caractéristiques communes. Après en avoir donné une définition, nous nous demanderons si nous avons affaire à une simple figure de rhétorique ou bien à une « idéologie populiste », et à quel point les populistes de droite se situent à « droite ». Nous nous pencherons ensuite sur les caractéristiques communes des programmes et des structures concernés, sur la nature du populisme de droite, qui s'apparente à un mouvement, sur les ruptures de tabous en tant que méthode populiste ainsi que sur la mise en scène médiatique, les catégories d'électeurs typiques et le recours aux stéréotypes (anciens ou nouveaux) de l'ennemi. L'auteur évoquera également les différences nationales et examinera le populisme de l'Europe de l'Est, qui constitue un phénomène autonome. Enfin, nous mentionnerons les fréquents échecs des partis populistes de droite, tout en insistant sur la menace que le populisme de droite fait planer sur les démocraties européennes : parce qu'ils remettent fondamentalement en cause des principes tels que la primauté des droits de l'individu ou encore l'égalité de tous les citoyens – fondement de l'État de droit – et la délégation de la souveraineté populaire par le biais du suffrage universel, les succès de ses représentants ébranlent sérieusement les fondations des démocraties libérales et pluralistes en Europe.

Définition : idéologie ou simple figure de rhétorique ?

La notion de « populisme » politique remonte au Populist Party américain. Fondé en 1892, celui-ci combattait la suprématie du grand capital tout en prônant une politique de crédits bon marché, la création de coopératives d'utilisation de matériel agricole et l'introduction d'une démocratie plébiscitaire; ce parti fut très bien accueilli par les fermiers du Middle West aux États-Unis.

Au début du XXe siècle, la partie orientale de l'Europe centrale vit également se former des mouvements populistes paysans, qui présentaient fréquemment une forte proximité idéologique avec le fascisme naissant et dont les successeurs allaient jouer un rôle important lors du rétablissement des systèmes multipartites, à la suite de l'effondrement du communisme en Europe de l'Est.

Dans les années 1930, divers dictateurs «urbains-populistes» sont arrivés au pouvoir en Amérique latine, comme par exemple Getúlio Dornelles Vargas (1883-1954), le «père des pauvres» au Brésil, ou Juan Domingo Perón Sosa (1895-1974) en Argentine. Le populisme latino-américain s'est avant tout imposé en réclamant une politique de redistribution couplée à un protectionnisme d'État en faveur des couches de la population à revenu faible et moyen.

En Europe de l'Ouest, c'est seulement dans les années 1980 que la notion de populisme devient une catégorie politique bien définie mais, contrairement aux États-Unis, elle tend à garder une connotation négative.

Se pourrait-il que ces différents «populismes» aient un dénominateur commun ou même qu'il existe une sorte d'« idéologie populiste » ? Les avis des spécialistes divergent. Alors que le «populisme» est devenu un mot d'ordre politique, l'emploi de cette notion reste assez flou, même en sciences politiques, en raison de son caractère hétérogène et souvent confus ; en tant qu'objet de la recherche à part entière, il reste controversé (Rensmann 2006: 61).

Certains auteurs tendent à réduire le «populisme» à une simple figure de rhétorique et à chercher les points communs entre ses différents représentants dans le domaine formel plutôt qu'au niveau du contenu : du fait de son caractère hétérogène, syncrétiste et théoriquement incohérent, il est plus appro-

prié de qualifier le populisme de style politique et – plus précisément encore – de « syndrome » politique (Reisigl 2005). Florian Hartleb souligne lui aussi que l'on pourrait dédramatiser le débat sur le populisme en n'attribuant pas d'idéologie ou de programme politique à cette notion et en l'utilisant plutôt pour définir une certaine forme de politique, d'interaction et de communication, c'est-à-dire un style politique (Reinfeldt 2000: 3).

À l'inverse, Frank Decker souligne qu'en faisant référence à des idées bien précises, la forme peut, à son tour, revêtir un caractère idéologique (Decker 2006: 11) et que le populisme serait donc une « idéologie sans vision du monde ».

De même, il n'est pas aisé de situer les différents populismes sur l'échelle politique traditionnelle gauche-droite ; tout au plus, leurs solutions radicales et intransigeantes se situent-elles à l'extérieur du centre politique traditionnel (Nauenburg 2005: 6). La notion de « populisme » renvoie à une revendication et à une méthode – et non à un contenu que l'on pourrait classer suivant des critères traditionnels précis tels que « droite » et « gauche » (Pelinka 2002: 89). À partir de là, le populisme est-il quand même avant tout un style, une technique d'agitation politique pouvant se rattacher à des idéologies très diverses ?

Un examen plus attentif révèle l'existence d'une sorte de noyau idéologique commun. La caractéristique constitutive du populisme est en effet la politique identitaire. C'est le « peuple » qui est au centre de l'idéologie populiste, un peuple considéré comme une entité largement homogène, imprégnée de stéréotypes à connotation moralisatrice (« le petit homme », « ceux qui sont zélés et capables », la « majorité silencieuse », etc.) et qui se démarque de l'élite « assoiffée de pouvoir », « hautaine » et « corrompue », de l'establishment, de la « classe politique ».

L'idéologie populiste repose en premier lieu sur la dichotomie verticale entre peuple et élite (« nous en bas, vous en haut »). Parallèlement il y a, sur le plan horizontal, la démarcation par rapport « aux autres », « les étrangers ». C'est ici (au plus tard) que, par l'affirmation de son identité fondée sur la négation, le populisme xénophobe et anti-pluraliste – occasionnellement aussi raciste – se situe très loin « à droite », aux antipodes de l'idéologie universaliste et de la concep-

tion de l'égalité sociale propres à la gauche traditionnelle (Pelinka 2005: 65).

À quel point les populistes de droite sont-ils « à droite » ?

En Europe, la plupart des partis populistes sont de type culturaliste. En ce qui concerne les contenus et les personnes impliqués, les limites qui les séparent de l'extrémisme de droite sont floues. D'où la question suivante : où se situe la frontière entre populisme et extrémisme de droite ?

Par « extrémisme de droite » nous entendons l'ensemble des idées, comportements et actions, organisés ou non, qui présupposent une inégalité sociale des hommes liée à la race ou à l'appartenance ethnique, qui aspirent à une homogénéité ethnique des peuples et refusent la proposition d'égalité contenue dans les déclarations des droits de l'homme, qui soulignent la primauté de la communauté sur l'individu, stipulent la subordination du citoyen à la raison d'État et rejettent le pluralisme des valeurs d'une démocratie libérale tout en voulant faire reculer la démocratisation. Par « extrémisme de droite » nous entendons en particulier des objectifs visant à supprimer l'individualisme au profit d'une communauté nationale, collectiviste et ethniquement homogène dans un État national fort et qui, en ce sens, rejettent et combattent résolument le multiculturalisme. Voilà ce que pose le politologue et spécialiste de l'« extrémisme de droite » Hans-Gerd Jaschke (Jaschke 2001: 30).

Parmi les éléments énumérés ici, plusieurs s'appliquent également à nombre de mouvements populistes de droite. L'autoritarisme et le culte de la personnalité, le nationalisme et la xénophobie (qui peut aller jusqu'au racisme et à l'antisémitisme et se traduit surtout, à l'heure actuelle, par l'anti-islamisme), l'antiaméricanisme (avec une connotation nettement antisémite associée au terme de « Côte Est ») et la critique du capitalisme, une approche dichotomique ami/ennemi très marquée et une nette tendance à exclure les minorités, sans oublier le révisionnisme historique et la relativisation du national-socialisme : voilà autant d'éléments qui se retrouvent dans de larges segments du camp populiste de droite.

Cependant, la vision du monde des populistes de droite est souvent moins fermée que celle de l'extrême droite, qui ne veut pas

seulement séduire ses partisans mais aussi les convertir ; l'idéologie des populistes de droite reste plus flexible et plus souple. N'aspirant ni à un renversement radical de l'échelle des valeurs, ni à des changements révolutionnaires de la société (Backes 1991: 14), les populistes de droite demeurent dans l'enceinte de l'espace démocratique – même s'ils en occupent souvent l'extrême limite et même si nombre de partis populistes de droite penchent constamment vers l'extrême droite et estompent, par là-même, la frontière qui les en sépare.

La relation entre populisme de droite et extrémisme de droite doit dès lors être examinée au cas par cas. Certains mouvements populistes de droite n'ont aucun lien historique ou idéologique avec les fascismes de l'entre-deux-guerres ; ils sont les partisans déclarés d'un « État minimal », ouvertement xénophobes, mais ils refusent aussi bien le racisme et l'antisémitisme que la collaboration avec des groupes d'extrême droite. La liste Pim Fortuyn par exemple était populiste (de droite), mais pas extrémiste. En revanche, le Vlaams Belang belge et le Front National français sont populistes, d'extrême droite et hostiles au système.

À l'inverse, nombre de formations d'extrême droite ne présentent ni les caractéristiques ni les structures qui sont au cœur du populisme. Cependant, l'exemple du NPD allemand, qui, lors de la campagne électorale pour les élections du Land de Saxe en 2004, avait efficacement exploité le populisme social pour protester contre les réformes du marché du travail (Agenda 2010, Hartz I à IV), montre que même des partis d'extrême droite ont parfois recours à des stratégies populistes (Hartleb 2005; Decker 2006).

Contenus et structures du populisme de droite en Europe – points communs et différences

En Europe, le populisme de droite s'étend des partis clairement extrémistes de la « droite traditionnelle » (tels que le Front National français ou le NPD allemand) au « populisme entrepreneurial » plus modéré d'un Silvio Berlusconi – en passant par les partis régionaux-séparatistes (Vlaams Belang, Lega Nord) et « modérément » populistes de droite (l'UDC suisse, le FPÖ autrichien, le Parti du peuple danois ou encore les « partis du progrès » scandinaves), mais aussi par les partis ultra-catholiques (« Ligue des familles polo-

naises »), post-fascistes (l'ancienne Alleanza Nazionale), post-modernes et radicaux-libertaires (Fortuyn) (Fieschi / Heywood 2004). Ici, la plupart des différences et des particularités que nous pouvons relever sont de nature historique et doivent être considérées dans leur contexte national ; cependant, les nombreux points communs des mouvements populistes de droite en font une « famille de partis politiques », même si ces partis sont souvent en désaccord (Jungwirth 2002: 13).

Le leader charismatique et son « mouvement »

Les caractéristiques principales des partis populistes résident dans leur nature, qui relève du « mouvement » (partis anti-partis), et dans la position éminente d'un « leader » charismatique et autoritaire, qui est généralement le fondateur du mouvement et le renégat d'un parti établi. En situation de crise, ces deux aspects, à savoir la fixation totale sur le leader – le populisme de droite vit et meurt avec son gourou (ibid.) – et l'absence de structures de parti, s'avèrent extrêmement fragiles.

À cette personnalisation très poussée s'oppose par ailleurs une tendance au collectivisme englobant toutes les classes sociales. Le postulat des populistes est l'existence d'une volonté commune du peuple et d'une vaste homogénéité culturelle de ce même peuple, qui se superposeraient à toutes les oppositions de classe et érigeraient des vertus secondaires telles que l'« honnêteté » ou le « zèle » en fondement idéologique de la différenciation sociale. Cependant, si nous admettons que la « démocratie » est un système de gestion pacifique des conflits sociaux, l'utopie d'une société qui serait quasi dénuée de conflits tout en étant homogène sur le plan culturel et ethnique est, par définition, antidémocratique (Rosenberger 2005).

Le noyau de tout populisme est l'ambition d'une représentativité généralisée (Reisigl 2005: 57). Le leader se présente comme l'avocat des intérêts bafoués d'une prétendue « majorité silencieuse ». Ce faisant, il s'adresse à des sentiments de morosité, de déception ou de peur qui sont effectivement présents et promet à ses électeurs de défendre leurs « intérêts véritables » face à l'élite hautaine des hommes au pouvoir (« ceux d'en haut ») et de « briser » l'encroûtement des affaires politiques courantes.

Les ruptures de tabous – une méthode

Agissant comme porte-parole et avocat autoproclamé des « petites gens », le leader charismatique privilégie un langage résolument populaire et combatif. Ici, la rupture ciblée des tabous constitue la figure de rhétorique majeure du populiste, qui insiste sur son propre rôle d'outsider tout en montrant qu'il « n'a pas froid aux yeux ». Le « politiquement correct » et le « terrorisme de l'opinion » qui va de pair sont donc ses ennemis déclarés. Du fait que le leader populiste « ne mâche pas ses mots », il se révèle être un véritable « homme du peuple » qui ose dire tout haut ce que la « majorité silencieuse » pense (ou ressent) tout bas. La teneur des messages est généralement anti-élitiste, souvent aussi anti-intellectuelle, anti-moderne et anti-urbaine, son style relève du slogan facile, il est démagogique, simplificateur, provocant, porté sur l'exagération et émotionnel. On est frappé par le fréquent recours à des métaphores de la violence et l'emploi habile de comparaisons apparentées au biologisme.

Ici, des solutions apparemment simples et radicales (plutôt que des « compromis pourris ») se substituent à l'analyse de la complexité sociale. Les « arguments de bon sens » font recette : ce qui vaut à petite échelle ne peut être faux à grande échelle ! Simpliste et sans nuance, l'image de la société véhiculée de la sorte s'accompagne de strictes distinctions ami/ennemi, d'utopies (néo-)conservatrices dirigées contre l'État-providence et d'une attitude démocratique de façade – car en réclamant un recours accru aux formes de participation plébiscitaires, les populistes entendent avant tout mobiliser le peuple contre l'élite dirigeante. Même si les populistes de droite aiment à se présenter comme des « mouvements » démocratiques de base – la démocratie au sein du parti est généralement restreinte et plutôt de type « acclamatoire ».

Plus préoccupant, encore : les ruptures de tabous perpétrées par les populistes de droite se situent fréquemment dans le domaine des droits fondamentaux et des droits de l'homme, tandis que leur modèle de « démocratie véritable » et homogène présente des accents nettement antipluralistes et, par là-même, antidémocratiques (Rosenberger 2005: 46).

Mise en scène médiatique

Le populisme se nourrit du « scandale » (qu'il met souvent lui-même en scène) et de la « crise » permanente. Aussi minimes soient-ils en réalité, le fait de tout peindre en noir (avec le renfort de la presse à sensation) permet de les grossir considérablement (Decker 2004 ; Jaschke 2001 ; Nauenburg 2005).

Les mass media modernes sont l'élixir de vie des populistes qui, même en cas d'informations négatives à leur égard, profitent des gros titres et de la photo de couverture. En ce sens, les populistes de droite sont un produit de l'ère médiatique moderne – leur relation aux mass media étant très particulière et symbiotique. Le populiste fournit les scandales ; en contrepartie, les médias lui apportent la célébrité : ils simplifient l'imbroglio des événements politiques et sociaux tandis que le populiste propose des solutions simples à des problèmes complexes (Nauenburg 2005: 6).

Cette interaction est facilitée par le fait que les médias subissent eux aussi de profonds changements structurels et sont particulièrement friands des mises en scène populistes visant à attirer l'attention. L'importance croissante des médias visuels (et de la presse à sensation, qui mise sur l'infodivertissement) fait pendant au goût pour la personnalisation et la mise en scène (de soi) qui prévaut chez les populistes (Frölich-Steffen/Rensmann 2005). Stimulée par la logique des mass-médias, la culture de communication politique des démocraties médiatiques modernes sert cependant de plus en plus de structure d'opportunité déterminante pour susciter et alimenter des humeurs populistes au sein de la population et pour faire réussir les stratégies populistes portées par des acteurs politiques représentatifs (Meyer 2006: 82). Ici, l'automédiatisation professionnelle de la politique se plie aux règles de la scénarisation théâtrale (politique de l'événement, politique de l'image et pseudo-politique symbolique) et devient l'une des principales activités du système politique et de ses acteurs. Simultanément – et en toute logique – la représentation de la politique dans les médias se trivialisent en obéissant aux règles du divertissement. Ainsi, ce qui caractérisait la politique dans les systèmes démocratiques – à savoir les débats et les discussions, l'évaluation du pour et du contre, les compromis, l'élaboration de programmes et leur mise en œuvre – n'entre plus dans l'idée que

le public se fait de la politique. Voilà qui fait le jeu des acteurs populistes et qui, via l'incessante exploitation médiatique des scandales et représentations négatives touchant aux institutions et aux protagonistes de la démocratie représentative, accentue le désintérêt politique et pis encore, renforce une lassitude et une abstinence politiques dangereusement grandissantes. Pour la démocratie, il s'agit là d'un problème de premier ordre (Rosenberger 2005: 42).

Les nouveaux stéréotypes de l'ennemi – et le « juif éternel »

Le populisme de droite se nourrit de stéréotypes de l'ennemi. Ces stéréotypes accréditent son indignation permanente et permettent de resserrer les liens entre le leader charismatique et le « peuple ».

Le principal ennemi de tous les populistes de droite est l'establishment, la « mafia politique » (Vlaams Belang), la « bande des quatre » (Le Pen), la « nomenclature » (Bossi), les « partis traditionnels » (Haider). Le populiste leur reproche leur obsession du pouvoir, leur copinage, une complicité avec ceux qui agissent à l'encontre des intérêts du peuple ; il leur reproche d'avoir usurpé la société et l'État – un État que dirigeraient des centralistes corrompus et qui se serait dégradé au point d'être devenu un « libre-service » (ou encore un « hamac ») à la disposition des « parasites de la société », un État dont le leader exige désormais la restitution au nom du peuple (Hartleb 2005: 12).

Un autre ennemi de prédilection des populistes de droite est l'Union européenne, et en particulier l'eurobureaucratie. Pourtant, la plupart des populistes de droite ne rejettent pas le « principe » de l'unification européenne. Fidèles au slogan « oui à l'Europe – non à l'UE », ils critiquent essentiellement le « comment » et non le « pourquoi ». Cela va dans le sens du mécontentement, très présent dans la population, envers une Europe qui, au détriment des identités nationales propres, est dirigée par les « bureaucrates de Bruxelles » et leur « rage de régler ». Certaines anomalies de fait offrent des arguments bienvenus pour une critique totalement exagérée. Cette attitude est particulièrement répandue dans les pays des « contributeurs nets ».

L'opposition de mouvements régionalistes tels que la Lega Nord ou le Vlaams Belang à leurs politiques nationales respectives est une variante de ce combat défensif ; ici aussi, les facteurs économiques viennent en première place, et ces mouvements se développent surtout dans les régions plutôt riches du pays concerné (les « contributeurs nets ») s'opposant aux « bénéficiaires de subventions ». L'Italie du Nord en offre un bon exemple ; alors qu'il n'y avait à l'origine aucune identité régionale spécifique, la Lega Nord est parvenue à créer une « identité padanienne » fictive, en se démarquant d'abord des « Italiens du Sud » puis des « migrants ».

Parallèlement à la lassitude envers les partis (et l'État), c'est le sujet de l'« immigration » qui profite sans doute le plus aux populistes de droite. Le rejet de la pluralisation ethnique, qui se focalise sur l'immigration, est le pivot et la clef de voûte classique de la propagande d'extrême droite, voire sa motivation par excellence (Scharenberg 2006: 76). Depuis les années 1980, pendant lesquelles maints États d'Europe de l'Ouest ont été confrontés à un afflux de réfugiés et de demandeurs d'asile, la « question des étrangers » est devenue extrêmement sensible dans toute l'Europe et s'est accompagnée d'une montée significative de la xénophobie. Avec le temps, la distinction entre les travailleurs migrants dont on avait grandement besoin et les membres de leur famille s'est toujours plus estompée, tout comme la distinction entre les demandeurs d'asile et les « sans papiers » ou encore entre les « réfugiés économiques » et les persécutés politiques (Decker 2004: 214 sqq). Facteur aggravant : même si nombre d'États européens sont, par tradition, des sociétés issues de l'immigration, la plupart des nouveaux immigrants viennent de cultures non-européennes ; leur différence culturelle et religieuse exige beaucoup de tolérance de la part de la population locale majoritaire. Les populistes exploitent ce malaise et les problèmes incontestablement liés à l'immigration (sachant que ces problèmes sont généralement d'ordre social et non pas culturel), pour en tirer politiquement profit. La criminalité soi-disant débordante des étrangers, le profit qu'ils tireraient de l'État-providence et la montée du chômage chez les nationaux ont été et continuent d'être le pivot et la clef de voûte des attaques xénophobes. Dans ce contexte, Albert Scharenberg parle très pertinemment d'une « ethnicisation du social » (Scharenberg 2006: 77).

Derrière tout cela se cache le spectre de la « société multiculturelle », la mise en péril de l'identité propre, le cauchemar de l'« empreinte étrangère dans son propre pays » – et enfin la vision d'horreur d'une « islamisation [rampante] de l'Europe ». La présence officielle de l'islam et de ses adeptes – qui se manifeste notamment dans la construction de mosquées avec minarets (!) ou le port de vêtements traditionnels – est particulièrement horripilante pour les populistes de droite. Récemment, ce sentiment de menace issu de l'étranger, généralement assez diffus, ainsi que certains ressentiments et préjugés d'origine culturelle ont été utilisés très habilement pour dénoncer le « caractère rétrograde de l'islam » et son oppression des femmes, comme si la promotion des intérêts des femmes faisait partie des priorités de la politique populiste de droite (Betz 1996: 367 sq).

Sur le plan idéologique, et contrairement aux extrémistes de droite ouvertement racistes, les populistes opposent le concept d'« ethnopluralisme » au stéréotype négatif du multiculturalisme : « l'Autriche aux Autrichiens », « la Turquie aux Turcs », etc. Ce « nouveau racisme », qui se dissimule sous l'ethno-différentialisme, n'invoque plus les différences de valeurs des races, mais la nécessité de respecter leur différence et surtout de la préserver.

Les partis populistes de droite peuvent aussi réussir indépendamment de la politique d'immigration réelle du pays concerné. Sachant que les ressentiments peuvent en principe s'appliquer à n'importe quelle minorité à partir du moment où des réticences diffuses existent au sein de la population, il serait erroné de considérer les partis populistes de droite comme de purs partis antimigratoires (...). Si les ressentiments sont interchangeable, il en va différemment de la fonction remplie par leur mise en évidence, qui est universelle – tout comme la mise à distance des minorités et le renforcement de l'identité propre qui l'accompagne (Spier 2006: 51). Dans les faits, il n'y a pas forcément de rapport quantifiable entre la xénophobie et la présence effective d'étrangers ; comme pour le phénomène bien connu de l'« antisémitisme sans juifs », le phénomène du « racisme et de la xénophobie » existe aussi sans étrangers (Scharenberg 2006: 105). Ainsi, l'UDC suisse obtient ses meilleurs résultats dans les cantons majoritairement ruraux, le « Parti du progrès » norvégien dans les petites villes sans population étrangère et le

FPÖ dans les districts de Vienne qui sont habités en majorité par de « vrais Autrichiens ».

Comme dans l'extrémisme de droite, le populisme de droite mêle attitudes xénophobes et idées antisémites, ce qu'atteste une foule d'exemples à travers l'Europe. Certes, le « nouvel antisémitisme » se manifeste rarement de manière aussi crue et primaire que chez l'Ataka bulgare ou le LAOS grec ; la plupart du temps, il se contente de mentionner en passant les « origines juives » d'un personnage public, de citer des « noms typiquement juifs » ou de faire allusion à la « Côte Est (américaine) ». Parmi les diverses facettes de l'antisémitisme figurent également certaines critiques de l'État d'Israël et de sa politique vis-à-vis des Palestiniens, ou la mention des avantages matériels que les victimes de l'holocauste tirent de leur rôle de victime (par ex. dans le contexte des restitutions).

Les stéréotypes de l'ennemi – qu'ils soient anciens ou récents – constituent un terreau favorable à l'épanouissement du populisme de droite. Dans ce contexte, la fonction de bouc émissaire n'est pas réservée aux juifs et aux étrangers ; elle peut s'appliquer à toutes sortes de minorités, telles que les « intellectuels » ou les « artistes dégénérés », les féministes ou certains politiciens impopulaires. Tous sont rendus responsables des problèmes sociaux ou économiques, sont accusés de crimes ou de corruption. Ils remplissent une fonction d'exutoire en permettant de rejeter sur eux des peurs et des soucis réels ou imaginaires, tandis que des accusations et des théories de complot simplistes viennent se substituer aux analyses rationnelles pour expliquer les conséquences négatives du changement social.

Les « perdants de la modernisation » et les « chauvinistes du bien-être »

Bien que les sujets politiques des populistes de droite soient tous d'ordre spécifiquement national, il existe une série de motifs récurrents : en première place de l'agenda vient la défense ou la reconquête du niveau de vie et de bien-être des « nationaux » face aux menaces allochtones (migrants, demandeurs d'asile), ainsi que la préservation de l'identité ethno-culturelle. Les populistes de droite insistent sur les prérogatives des nationaux et exigent des conditions-cadre favorisant les inégalités, tout en niant le principe démocratique de l'égalité individuelle et sociale ancré dans la Constitution ; ce qui

veut dire que même s'ils ne remettent pas en cause l'ordre démocratique dans son ensemble, ils prônent des modifications fondamentales du « système » qu'ils dénoncent – ce qui tend à rendre ces modifications anti-démocratiques (Jaschke 2001: 32 sq).

Ainsi, les messages des populistes de droite trouvent un accueil particulièrement favorable auprès des personnes qui sont affectées par les conséquences de la mondialisation économique, culturelle et politique. Dans les rangs de ces « perdants de la modernisation », on rencontre de l'insatisfaction politique, des peurs relatives au statut social, de la détresse matérielle, une perte de repères et d'identité (Spier 2006: 50). Ce groupe d'individus très hétérogène, qui n'ont pas la capacité de s'organiser pour défendre politiquement leurs intérêts, constitue le principal réservoir d'électeurs des partis populistes de droite : il s'agira essentiellement d'ouvriers de l'industrie relativement jeunes et de sexe masculin, manquant de qualifications et constamment exposés au chômage en raison de la concurrence internationale, mais aussi de représentants de la petite classe moyenne traditionnelle (commerçants, artisans...) sentant leur existence menacée.

Cependant, les populistes de droite profitent également du chauvinisme du bien-être qui caractérise non seulement les groupes et les personnes souffrant de «privation subjective» mais également les «matérialistes désorientés» dont la misère est moins réelle que subjective ; vivant dans la peur du déclin et de la perte (Decker 2004 ; Jungwirth 2002), ils s'enfoncent dans un état latent de déception et d'insatisfaction par rapport à leurs propres conditions de vie. De manière générale, le « chauvinisme du bien-être » est l'une des caractéristiques principales du populisme de droite – même s'il est généralement dénué de tout fondement rationnel.

Dans les affaires politiques courantes des populistes de droite, il n'est pas rare que cela entraîne des conflits entre positions néolibérales et positions socio-populistes. Alors qu'il se plaît à contester la tutelle de l'État et la « solidarité forcée », le populisme intrinsèquement individualiste exige, en même temps, que l'État protège les « petites gens » des attaques venant de l'extérieur. Dans le cas le plus extrême, le néolibéralisme économique s'unit à un « protectionnisme sélectif » (pour les petites entreprises, les fermiers...). C'est pourquoi les populistes ayant

le plus de succès sont ceux qui parviennent à se présenter comme les avocats des « perdants de la modernisation » et comme les agents d'un processus de modernisation en souffrance (Betz 1996: 372).

Le protectionnisme social des populistes de droite s'accompagne d'un changement en profondeur de l'électorat. Aujourd'hui, le populisme de droite européen s'est en grande partie transformé en phénomène prolétaire ; son ascension se fait souvent aux dépens des partis de gauche traditionnels (Pelinka 2005: 94). Le populisme de droite (et l'extrémisme de droite) ont désormais gagné les grandes villes et, par là-même, des groupes d'électeurs traditionnellement de gauche chez lesquels des comportements électoraux favorisant l'extrémisme de droite sont le signe d'une protestation sociale ; voilà qui renvoie à la face hideuse du processus d'individualisation, au déracinement social, psychologique et idéologique des classes inférieures, dont le contexte de vie « moderne » – chômage, pourcentage élevé d'étrangers, criminalité, délabrement des infrastructures urbaines – fait le jeu de l'extrémisme de droite (Jaschke 2001: 103). Un « nouvel attribut » particulièrement inquiétant de l'extrémisme de droite réside dans le rajeunissement de son électorat.

En résumé, l'électorat des partis populistes de droite (et d'extrême droite) est dominé par deux groupes : d'une part les classes moyennes petites-bourgeoises et les classes sociales inférieures qui ne sont plus représentées par les partis de gauche traditionnels, d'autre part les hommes relativement jeunes (Scharenberg 2006: 104). La plupart du temps, les partis populistes de droite sont des partis masculins avec un électorat assez jeune – surtout lorsqu'ils sont radicalement xénophobes (Betz 1994: 97 sqq). Ce n'est pas seulement dans les partis de longue date (comme le FPÖ et l'UDC) que s'observe un changement significatif de l'électorat qui était initialement issu, pour l'essentiel, des classes moyennes (petites-bourgeoises) et qui glisse désormais vers les couches sociales inférieures. À l'origine, le Front National et la Lega Nord se sont eux aussi adressés à un électorat plutôt conservateur et traditionaliste, pour finir par s'intéresser de toujours plus près, avec le temps, à un électorat citadin socialiste (et communiste) composé d'ouvriers et d'employés. Ce processus s'observe aussi bien chez le Vlaams Belang belge qu'en Scandinavie, où les soi-disant « partis du progrès » ont pu se constituer un

capital électoral grâce aux nombreux citoyens qui ne font plus confiance à la social-démocratie (Falkenberg 1997).

L'une des tentatives d'explication de ce phénomène affectant toute l'Europe part de l'idée que l'«autoritarisme des classes inférieures» était jadis canalisé par les partis socialistes et communistes : modéré par le paternalisme régnant au sein de ces partis, il était rattaché à des valeurs égalitaires et solidaires. Aujourd'hui, du fait de l'individualisation et de la fragmentation sociale de la société, les institutions et les valeurs de la classe ouvrière (par ex. la solidarité internationale) subissent un processus d'érosion très marqué. C'est pourquoi les spécialistes des sciences sociales parlent également d'un «extrémisme du centre», lorsque des groupes d'électeurs jusqu'alors modérés «s'échappent» pour donner leurs voix à ces partis contestataires, qui répondent à la complexité des problèmes par des accusations simplistes.

C'est le néolibéralisme, avec son credo d'une «liberté de circulation» sans entraves de la main-d'œuvre (et de tous les facteurs de production), qui exerce une pression sans précédent sur la classe inférieure en devenir [...] Il est manifestement inéquitable de demander aux membres incultes, angoissés et profondément humiliés de la classe inférieure de pratiquer cette tolérance et cette ouverture au monde dont s'enorgueillissent les élites (Zilian 2002: 70).

Tandis que la mondialisation a visiblement privé de leur pouvoir l'État national et ses acteurs politiques et que la lassitude envers les partis et la politique augmente, de nombreuses personnes se sentant dépassées par ces développements se sont réfugiées dans des ressentiments antilibéraux et des «sentiments d'appartenance» nationalistes (Decker 2004: 206 sq). Dans le même temps, les nouveaux challengers populistes, qui se font passer pour les véritables gardiens des intérêts du peuple, sont restés exclus de l'establishment politique, ce qui leur a permis de se poser en «victimes».

Consociationalisme et contestation

Les partis populistes de droite sont avant tout des partis contestataires, comme en témoigne l'ampleur des succès qu'ils peuvent remporter lors d'élections perçues comme étant «de moindre importance» (par ex. les élections pour le Parlement européen) ; ces

tours de scrutin représentent en effet une plate-forme et un moyen aisément accessibles pour articuler la contestation et le mécontentement. Mais contre quoi est dirigée cette contestation qui s'exprime également de plus en plus dans les scrutins nationaux et régionaux et qui contribue, lentement mais sûrement, à une érosion des grands partis traditionnels ?

Tout d'abord, il apparaît que les challengers populistes de droite réussissent particulièrement bien là où des systèmes basés sur la démocratie consociative prédominent depuis longtemps (avec de grandes coalitions et des rapprochements programmatiques poussés entre les partis populaires traditionnels, voire des coalitions d'unité nationale ou des éléments corporatistes marqués) : c'est-à-dire en Autriche («l'éternelle grande coalition»), en Suisse («la formule magique»), en Belgique («le modèle des piliers»), en France («la cohabitation»), en Italie (l'hégémonie, pendant des dizaines d'années, de la Democrazia Cristiana corrompue et de ses alliés) ou aux Pays-Bas («le modèle des polders»). Or, ce sont précisément ces systèmes consociatifs, stables au point de friser l'immobilisme, qui n'ont pas suffisamment pris en compte les changements sociopolitiques – comme l'individualisation croissante et la transformation de l'économie, qui ont contribué à la dissolution des modes de vie et des liens traditionnels qui étaient à la base de la société industrielle (famille, classe, milieu, rôle des sexes, nation, religion).

Différences nationales

Face aux succès des partis populistes de droite, et aux succès partiels des partis d'extrême droite, l'extrémisme de droite n'est plus un phénomène marginal en Europe de l'Ouest (Stöss 2006: 521). Cependant, selon les différentes conditions institutionnelles et situationnelles régnant dans les différents pays, leurs taux de réussite peuvent diverger considérablement (Decker 2004: 249). Pour Albert Scharenberg, ce sont les traditions nationales et idéologiques ainsi que les structures d'opportunité politiques qui déterminent la forme concrète de chaque parti de droite (Scharenberg 2006: 104). Peut-on en déduire que le populisme et l'extrémisme de droite sont davantage des phénomènes nationaux qu'européens, et qu'ils puisent surtout leur pouvoir mobilisateur dans des situations régionales et nationales

liées à une époque et à un contexte donnés ?

Les succès très variables des partis populistes de droite en Europe indiquent que le contexte politique national et les constellations de départ spécifiques sont effectivement de la plus grande importance ; cependant, nous constatons un renforcement simultané de ces mouvements qui est sans doute imputable à des processus de transformation socioculturelle, politique et économique fort similaires (Frölich-Steffen / Rensmann 2005: 11 sqq.). À l'exception d'une poignée de pays situés à la périphérie de l'Europe (la Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Espagne), les populistes de droite sont désormais quasiment omniprésents ; ils sont très bien représentés au niveau régional et souvent aussi sur le plan national.

Un survol des pays montre que les partis d'extrême droite remportent des succès fréquents en Belgique, au Danemark, en France, en Italie, en Norvège, en Autriche et en Suisse, occasionnels en Allemagne, en Grèce, aux Pays-Bas et en Suède ; en Finlande, en Grande-Bretagne, en Irlande, au Luxembourg, en Espagne et au Portugal leurs résultats n'ont pas encore été comptabilisés à ce jour.

En Grande-Bretagne par exemple, il existe une scène de droite radicale, de petite taille mais très militante. Toutefois, ni le British National Front, ni le British National Party n'ont pu remporter de succès notables aux élections – d'une part en raison de l'indifférence manifeste des Britanniques vis-à-vis des politiques extrémistes (Griffin 2002), d'autre part grâce au scrutin majoritaire britannique. Mis à part ces groupuscules néo-nazis, il n'y a pas d'équivalent britannique au FPÖ, au Front National ou aux Republikaner allemands, ce qui s'explique par le fait que certains politiciens conservateurs ont d'ores et déjà adopté maintes positions nationalistes et xénophobes (notamment l'euroscépticisme). Roger Griffin admet que le racisme existe aussi, bien sûr, en Grande-Bretagne ; mais bien souvent, il n'est pas reconnu en tant que tel parce que le chauvinisme larvé des Britanniques se loge au centre même de la société. Il est clair que c'est le Parti conservateur qui sert de principale soupape politique au racisme populiste (...). C'est pourquoi Griffin parle d'un populisme centriste ou d'un extrémisme du centre, tout en faisant remarquer que le Premier Ministre travailliste Tony Blair avait rendu le pays en-

core plus hostile à l'immigration que ses prédécesseurs conservateurs. Selon Griffin, la Grande-Bretagne montre en tout cas qu'il ne faut pas forcément un Haider, un Le Pen ou un Bossi pour créer un climat propice à l'épanouissement du racisme populiste (ibid.).

Un constat similaire s'applique au « Partido Popular » espagnol qui, dans un pays qu'une longue tradition fasciste semble prédestiner aux succès électoraux de la droite, constitue manifestement une soupape suffisante, si bien qu'un parti résolument populiste de droite y devient superflu.

Et l'Allemagne ? En Allemagne, le populisme de droite constitue un phénomène relativement tardif qui, de surcroît, s'est limité à des succès sporadiques (et souvent uniques) aux élections régionales et communales. Ici, c'est le parti « Schill-Partei » qui a le plus fait sensation : en septembre 2001, il obtenait inopinément 19,4% lors des élections législatives à Hambourg, mais une fois entré dans la coalition « Bürgerblock » avec la CDU et le FDP (et Ronald Schill comme ministre de l'intérieur), il échoua misérablement en un rien de temps. Au niveau fédéral, le seul succès notable est celui des Republikaner lors des élections européennes de 1989 (7,1%). Alors l'Allemagne est-elle immunisée contre le populisme de droite ?

À l'Est surtout, où la rapidité du changement de système a plongé des pans entiers de la population dans un état d'anomie, le potentiel des mouvements populistes devrait être particulièrement grand (Decker/Hartleb 2006). Mais divers obstacles s'y opposent. Primo, en Allemagne le populisme de droite évolue dans un contexte lourdement chargé d'histoire. Il est immédiatement associé au national-socialisme, si bien que même la plupart des médias à sensation craignent d'entrer en contact avec lui. En outre, l'opposition de droite est très éclatée et ne dispose pas d'une figure de leader charismatique qui – à l'instar de Jörg Haider en Autriche – pourrait contribuer à lever le tabou sur certaines idées, xénophobes par exemple. Par ailleurs, dans le système allemand très fédéraliste, les élections « de moindre importance » des parlements régionaux offrent une soupape appropriée aux électeurs désireux de donner libre cours à leur mécontentement. Ce n'est pas un hasard si des partis populistes ad-hoc et contestataires, ou même le DVU et le NPD d'extrême droite, ont remporté leurs succès

les plus surprenants dans des Länder tels que la Saxe et la Saxe-Anhalt ou dans des villes-États telles que Hambourg et Brême. Ceci dit, comme l'a montré l'exemple Schill, ces mouvements, qui se sont généralement formés à un niveau décentralisé, ne disposent pas des structures d'une organisation nationale, et la clause nationale des 5% représente un obstacle majeur, difficile à surmonter. Sans compter que la gauche est très présente dans l'est de l'Allemagne et y propose une alternative contestataire populiste de gauche authentiquement est-allemande.

Avec des taux d'immigration relativement similaires, la situation en Allemagne semble beaucoup moins conflictuelle qu'en France par exemple. L'une des raisons apparemment paradoxales en est peut-être le fait que la France, avec sa conception républicaine de la nationalité, exerce une pression nettement plus forte sur les immigrants appelés à s'intégrer culturellement dans la société majoritaire qu'en République fédérale, où la tendance à la ségrégation est plus prononcée (Decker 2004: 224).

Enfin, plus ou moins comme en Grande-Bretagne, le quotidien Bild-Zeitung et certains politiciens des partis établis ont contribué à banaliser le populisme. Les problèmes si chers aux populistes de droite (particratie, État-providence, migration, sécurité) semblent (encore) être en de bonnes mains chez les partis établis.

L'Europe de l'Est, un cas particulier ?

Le populisme d'Europe de l'Est constitue un phénomène autonome. Dès l'entre-deux-guerres, l'industrialisation peu développée a favorisé un populisme agraire marqué en Europe de l'Est. Pendant l'ère communiste, les tendances à l'autoritarisme, au centralisme d'État et au nationalisme se sont encore renforcées. Contrairement à l'Europe de l'Ouest depuis les années 1960, il n'y a eu pratiquement aucune immigration.

Après la chute du mur, une multitude de groupes marginaux et de groupuscules aux orientations souvent douteuses ont vu le jour, le nationalisme fournissant souvent le trait d'union idéologique qui a permis de combler le vide de l'idéologie communiste disparue (Beyme 1996).

En Slovaquie par exemple, le populiste Vladimír Mečiar a gouverné pendant des an-

nées en s'appuyant sur des slogans anti-européens et anti-hongrois et en faisant du SNS d'extrême droite un partenaire de coalition fréquentable. Le « Mouvement national Simeon II » de l'héritier du trône bulgare Simeon Saksoburggotski, qui a gouverné de 2001 à 2005, incarnait également un mélange de nostalgie historique, de ressentiments nationaux et de populisme. En Tchéquie, les « Républicains » d'extrême droite (SPR-RSC) de Miroslav Sládek ont fait leur entrée au parlement en 1992, avec 6% des voix et 14 mandats ; en 1996 ils ont même obtenu 8%. En Pologne, où les extrémistes de droite n'avaient joué aucun rôle après 1989, la station Radio Maryja, fondée en 1991, a exercé une grande influence dans la mobilisation eurosceptique. Son fondateur, Tadeusz Rydzyk, est aujourd'hui l'un des principaux représentants du populisme polonais (de droite), au sein duquel l'extrémisme ultracatholique joue, à côté du nationalisme, un rôle particulièrement important. Entre droite modérée et extrémiste, entre la Samoobrona parfois qualifiée de populiste de gauche et la « Ligue des familles polonaise » catholique-nationaliste, il existe nombre de points communs et de rapprochements personnels – et ce, malgré certaines rivalités personnelles et idéologiques.

En Pologne comme ailleurs, également, les frontières entre populisme et extrémisme de droite sont floues. En Hongrie, c'est au parti Jobbik, néofasciste, partisan de la grande Hongrie, antisémite et anti-tsigane, qu'il revient de faire office de passerelle entre la droite « bourgeoise » et l'extrémisme. En Roumanie et en Bulgarie, les populistes de droite ont le vent en poupe depuis plusieurs années. À ce jour, seuls les Pays baltes n'ont produit aucun acteur ni parti significatif qui soit d'extrême droite ou populiste de droite.

Plus encore qu'à l'Ouest, le schéma gauche-droite ne s'applique que jusqu'à un certain point à la politique de l'Europe de l'Est. Alors qu'après la chute du mur, il y a eu toutes sortes de coopérations entre les post-communistes et les ultra-nationalistes, l'ascension des politiciens populistes a été favorisée par l'imprécision du nouveau système de partis. Paradoxalement, le nouveau populisme d'Europe de l'Est, apparu dans la foulée de profonds bouleversements socio-économiques, marie des idées nationalistes relevant de l'autoritarisme de droite et de l'anti-élitisme à une politique économique et sociale orientée « à gauche », laquelle va souvent de pair avec une nostalgie de

l'ordre social communiste. C'est l'expression non seulement d'une grande déception par rapport aux promesses non tenues par le système démocratique mais également d'une méfiance vis-à-vis de la nouvelle élite qui, en particulier dans le secteur économique, se compose souvent de membres de l'ancienne nomenclatura communiste. À l'inverse de nombre de leurs « homologues » occidentaux, les populistes d'Europe de l'Est ne sont pas hostiles à l'État ; bien au contraire, ils misent sur l'État en tant qu'agence de distribution sociale et « pare-feu » contre la « braderie économique » du pays. Tout comme à l'Ouest, l'euroscpticisme et l'hostilité vis-à-vis de l'Europe constituent un important leitmotiv du populisme de droite, sachant que les partis au gouvernement sont eux aussi souvent concernés par ce phénomène (Kostrzebski 2005). Ceci s'est traduit par un taux de participation extrêmement bas aux élections européennes de 2004 (26% contre 47% à l'Ouest : 17% en Slovaquie, 21% en Pologne, 28% en Tchéquie et Slovaquie) – une tendance négative qui s'est confirmée en 2009 dans la plupart des États d'Europe de l'Est.

Il existe bien sûr de nombreux autres points communs entre le populisme de droite d'Europe de l'Ouest et celui d'Europe de l'Est. Tous les partis populistes d'Europe de l'Est sont des « partis masculins », avec des leaders charismatiques et une approche résolument conservatrice, voire réactionnaire dans leur image de la femme et de la famille. Ces partis polémiquent volontiers contre l'establishment politique et les « étrangers » – même si leurs propos ne portent pas sur les migrants, mais essentiellement sur les minorités ethniques autochtones qui jouent un rôle important dans la structure du stéréotype de l'ennemi (Bachmann 2006). Contrairement à l'Europe de l'Ouest, de larges parties de l'Europe de l'Est sont encore un patchwork ethnique ; dans nombre de cas, les traumatismes nationaux continuent d'exacerber le nationalisme dans le « pays d'origine », comme par exemple chez les Hongrois en Slovaquie et en Roumanie ou chez les Russes dans les pays Baltes. Le nationalisme d'Europe de l'Est est encore réellement lié au « peuple », alors qu'en Europe de l'Ouest où il s'agit avant tout de défendre la « culture occidentale », il s'est déjà largement « européanisé ».

Aujourd'hui, le populisme d'Europe de l'Est se situe au centre, et non à la périphérie, du système des partis. Il recrute sa base électo-

rale chez les « perdants de la seconde modernisation », qui comptent des membres de l'ancienne nomenclatura, une bonne partie des ouvriers, de nouveaux petits entrepreneurs et un grand nombre de femmes et de professions intermédiaires (des employés). Qui plus est : en Europe de l'Est, le potentiel de risque n'est pas seulement « subjectif », mais bien réel (von Beyme 1996). Associé à un climat antipolitique et antilibéral ainsi qu'au manque de pratique démocratique, cet aspect constitue un excellent terreau pour le développement du populisme nationaliste en Europe de l'Est.

De l'échec des populistes de droite

Par essence, les partis populistes de droite s'inscrivent dans la négation et l'opposition. L'opposition fondamentale, l'auto-isolation et l'exclusion des autres constituent une bonne base pour assurer leur existence à long terme. Le mécanisme le plus efficace, pour démystifier un parti populiste et surtout son leader, est de les contraindre à s'acquitter de leurs devoirs (Decker/ Hartleb 2005: 117). Car ce qui profite aux populistes de droite, dans le quotidien politique de leur éternelle campagne électorale, est également leur plus grande faiblesse. La fragilité extrême de leur structure (conçue pour un nombre restreint de personnalités « charismatiques ») et de leur caractère (qui s'apparente à un mouvement) ne tarde pas à éclater au grand jour. Le charisme personnel du leader autoritaire se flétrit bien vite et les figures de rhétorique des agitateurs ne peuvent plus être amplifiées à l'envi (Decker 2006: 18).

Dans la mesure où les populistes tendent constamment à faire des promesses tout aussi démesurées qu'irréalistes, tout en propageant des solutions apparemment simples et radicales, ils sont d'autant plus durement frappés – une fois qu'ils participent au pouvoir – par le décalage entre leurs aspirations et la réalité de la gouvernance. Lorsqu'ils sont impliqués dans le système, les populistes sont rapidement confrontés à de sérieux problèmes de crédibilité. Une fois qu'ils travaillent au sein d'un gouvernement, les carences de leurs structures organisationnelles et le peu de logique dont ils font preuve pour établir l'ordre du jour (agenda setting) leur causent de grands préjudices. Une fois parvenus au niveau gouvernemental, les partis qui se définissaient comme des « partis anti-système » doivent rapidement s'inventer un tout nouveau positionnement pour la simple

et bonne raison qu'ils sont eux-mêmes devenus, du jour au lendemain, une partie de « ceux d'en-haut ». Lorsque les populistes sont amenés à assumer des responsabilités, ils doivent – bon gré mal gré – se plier jusqu'à un certain point aux règles du jeu de la démocratie parlementaire, tout en répondant eux aussi de mesures impopulaires, ce qui a pour effet de les dépouiller de leur force d'attraction plébiscitaire. Le plus souvent, les partis des leaders populistes de droite plongent également dans de graves turbulences concernant leur politique du personnel, ce qui les amène à agir en dilettantes et les rend chaotiques. Autant de désastres qui ne tardent pas, comme le montre l'expérience, à engendrer des conflits avec leurs partenaires de coalition (généralement conservateurs) et à entraîner des luttes d'orientation internes contribuant à démystifier rapidement les populistes (Pallaver/ Gärtner 2006: 115 sqq.). De ce fait, nous estimons qu'il y a priori peu de chance, en moyenne, que ces partis participent au gouvernement pendant plus d'une législature (Frölich-Steffen/ Rensmann 2005: 28).

Les partis populistes de droite qui sont au pouvoir sont-ils condamnés à l'échec ? À la lumière des multiples expériences de ces dernières années, il est possible de répondre à cette question par l'affirmative. Cependant, même si la plupart des populistes de droite échouent, tandis que d'autres récoltent le fruit de leur travail : régulièrement, leur participation au pouvoir entraîne inéluctablement un glissement de l'échiquier politique vers la droite, tant au niveau de l'établissement de l'ordre du jour politique (agenda setting) qu'au niveau de l'élaboration même de la politique (Decker/ Hartleb 2005: 116), ce qui exerce une influence dangereuse sur la culture démocratique du « courant dominant » (voir ci-dessous). En d'autres termes : une fois que le mal est fait, il n'est pas si simple d'y remédier. À terme, les populistes ne peuvent avoir de succès que s'ils parviennent à être à la fois dans le gouvernement et dans l'opposition, et s'ils réussissent à conserver leur caractère de « mouvement » tout en devenant un parti politique. Les systèmes fortement fédéraux, comme la Suisse ou l'Autriche, permettent aux populistes d'utiliser les tactiques de différentes politiques à tous les niveaux politiques. Jonglant entre la politique gouvernementale et la politique d'opposition, les populistes n'ont souvent d'autre choix que de déplacer leur lutte politique vers des « terrains secondaires » tels que la « culture » ou les «

valeurs ». En Suisse, les populistes de droite détournent également les outils très développés de la démocratie directe pour pratiquer une politique d'opposition extraparlamentaire contre la politique fédérale dont ils sont pourtant coresponsables !

En Scandinavie, où les gouvernements de minorité briguent fréquemment l'appui de partis de plus petite taille, les populistes de droite peuvent eux aussi rester dans leur rôle d'opposition tout en se construisant une image de forces « modérées » et « constructives ». Au Danemark et en Norvège, les populistes de droite ont désormais une position stable dans le système des partis.

Le populisme comme courant dominant

Même si les populistes de droite sont régulièrement et rapidement démystifiés lorsqu'ils sont impliqués dans le pouvoir et lorsqu'ils doivent assumer des responsabilités, ils laissent derrière eux un climat social empoisonné et des ruptures de tabous, que des acteurs toujours nouveaux pourront toujours pousser un peu plus loin (Rosenberger 2005: 46 sq.). De plus, dans certains États européens, les populistes de droite se sont tellement « établis » comme partenaires de coalition des « partis modérés » que leurs contenus politiques et leur « style » ont réussi à s'introduire dans le courant dominant (Decker 2004: 271 sqq.). La plus grande réussite des extrémistes et populistes de droite est sans doute d'avoir accru, par le biais de leur agitation contre l'immigration, la légitimité sociale des positions anti-immigration des chauvins du bien-être, et de « mener par le bout du nez », pour grossir un peu les traits, les gouvernements des États nationaux en matière de politique d'immigration (Scharenberg 2006: 105). L'efficacité politique des populistes de droite ne se mesure donc pas en premier lieu à ce qu'ils seraient vraiment capables de mettre en œuvre, mais à l'ascendant qu'ils exercent sur le discours politique dans le domaine des questions sensibles de la politique sociale. Leur influence indirecte et leur contribution à l'ordre du jour politique (agenda setting) restent leurs plus grands succès.

Dans les partis établis, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, voire sociaux-démocrates, les mobilisations populistes sont à l'ordre du jour depuis bien longtemps déjà – c'est d'ailleurs pour cette raison que Cas Mudde parle également d'un esprit du temps populiste (Mudde 2004). Ainsi, le populisme se

transforme en phénomène quotidien et en attribut politique du système – tant et si bien que les interprétations populistes de droite se propagent désormais jusqu'au cœur de l'échiquier des partis et fédérations bien établis (Jaschke 2001: 37). « Faire » du populisme est devenu profitable, tout simplement (Decker 2004: 277).

Il n'est pas surprenant que l'influence des populistes de droite soit plus efficace et plus visible dans le domaine des « thèmes culturels » que dans celui de la politique sociale et économique, non seulement parce qu'il est encore possible, dans le culturel, de disposer d'une marge de manœuvre relativement large – qui fait défaut dans la politique sociale et économique – mais aussi parce que ce type de politique symbolique permet facilement de se mettre en valeur. De plus, à la différence des thèmes relatifs à la distribution, les questions relatives aux valeurs se prêtent peu aux compromis et sont peu compatibles avec le principe démocratique enclin à la compensation (Decker 2004: 247). C'est ainsi que les populistes de droite ont réussi à exercer une influence sur la politique (par exemple en matière d'immigration), même lorsque les partis établis s'étaient mis d'accord pour les maintenir éloignés du pouvoir, comme en Belgique ou encore en Autriche jusqu'en l'an 2000.

La question décisive est de savoir jusqu'à quel point les populistes de droite sont capables – surtout parmi ceux qui sont impliqués dans un gouvernement – de transformer la démocratie représentative, qu'ils critiquent et accusent d'être « hautaine » et « éloignée du peuple », en faveur de plus de « démocratie directe », et dans quelle mesure une telle transformation contiendrait des éléments autoritaires pouvant représenter un danger pour la démocratie libérale.

Les nouveaux partis sont pour ainsi dire les initiateurs d'une « transformation plébiscitaire » du processus politique. Dès lors, les partis établis ont le choix suivant : soit ils renvoient aux différences de contenus entre les programmes (au risque d'ennuyer les électeurs, voire de trop leur en demander), soit ils introduisent une nouvelle dépolitisation ciblée de leur électorat et se réfugient dans la politique symbolique. Il est à craindre que dans le contexte de l'actuelle société médiatique, ils n'optent pour la seconde solution (Decker 2006: 24 sqq.).

Point de raison d'être trop optimiste

Alors qu'il était possible de délimiter dans l'espace et dans le temps les populismes d'antan, ce mouvement a acquis, sous le signe de la mondialisation, une « nouvelle qualité » – notamment au regard de l'évolution à venir de la démocratie. Le succès des populistes de droite serait-il donc, de fait, l'un des revers de la mondialisation, un « effet secondaire normal » qui accompagnerait également un processus d'unification européenne à la suite duquel l'opacité de la gouvernance et la distance séparant les citoyens de la classe politique se seraient encore accentués, face à des responsabilités politiques qui ne sont plus clairement localisables ? Le populisme de droite serait-il le fondamentalisme séculaire et édulcoré de notre civilisation – et par là-même notre réponse à la mondialisation et au néolibéralisme ?

Lorsque les grands partis ne se préoccupent plus que de leur clientèle, lorsqu'ils empêchent, du fait de leur imbrication avec l'appareil d'État, toute réforme fondamentale des institutions et bloquent le système de la représentation politique, personne ne doit s'étonner que l'unique expression d'une opposition provienne des adversaires de l'ordre constitutionnel, explique un Jean-Yves Camus légèrement résigné – avant d'ajouter : Cette situation renvoie surtout la gauche à ses insuffisances et à sa défaillance, et la droite conservatrice à son aveuglement et à sa lâcheté (Camus 2004: 54 sq.).

L'ascension apparemment irrésistible des populistes de droite s'est souvent accompagnée du souci suivant : constituent-ils une menace sérieuse pour la démocratie libérale représentative, dont ils remettent en question les mécanismes de fonctionnement, ou bien ne contribueraient-ils pas, au contraire, en leur qualité de correctif hideux mais nécessaire, à stabiliser le système démocratique (Mény/ Surel 2002) ? Dès 1994, Hans-Georg Betz a expliqué qu'il n'y a aucune raison de supposer que les populistes de droite radicaux disparaîtront de la scène politique dans un futur proche (Betz 1994: 189). Car il existe, dans toutes les sociétés industrialisées, un potentiel pour le radicalisme de droite – potentiel qui devrait, d'après Scheuch et Klingemann, être considéré comme une pathologie normale des sociétés industrialisées modernes (Scheuch/ Klingemann 1967). Sans compter qu'à l'heure actuelle, le populisme de droite représenterait, d'après ces auteurs, la principale forme de contestation de nos sociétés consensuelles.

D'après Frank Decker, nos démocraties – et qui dit démocratie dit également populisme – ne doivent pas, a priori, craindre le populisme. Car en donnant une voix à la contestation, le populisme enferme ladite contestation dans les limites du système et contraint les forces établies à se pencher sur des problèmes qui ont manifestement été négligés pendant longtemps. Avec le temps, toutefois, la « transformation plébiscitaire » de la démocratie parlementaire finit par saper le système, et les institutions classiques telles que les partis politiques et les parlements risquent de perdre toujours un peu plus de leur importance. De la démocratie populiste à l'autoritarisme quasi-démocratique, il n'y a alors plus qu'un petit pas à franchir (Decker 2004: 271 sqq.).

Il est donc effectivement à craindre que le populisme de droite ne devienne le seul contrepoids aux convulsions productivistes d'une économie mondialisée et déréglementée (Zilian 2002: 7). Les challengers populistes peuvent révéler les crises de légitimité et de représentation du système dirigeant, puis initier et accompagner sa transformation via une modification des structures des partis. Ce faisant, ils sont moins les déclencheurs que les bénéficiaires des crises (Frölich-Steffen 2006: 161).

Même si les populistes de droite échouent largement lorsqu'ils sont au pouvoir, ils constituent une véritable menace pour les démocraties libérales, parce qu'ils décident de l'ordre du jour (dans le domaine de la politique identitaire) et font office de moteur. Même après le déclin de ces partis, dont les programmes ont apporté – sur la scène politique, dans les parlements et, finalement, dans le gouvernement – des modes politiques populistes qui sapent la démocratie (Rosenberger 2005: 47), leur spectre continue de peser sur les démocraties libérales et pluralistes telles qu'elles ont pu se développer en Europe depuis les années 1970.

Même lorsqu'il n'est que passager, le succès des mouvements populistes de droite est synonyme de fracture, parce que ces mouvements rejettent les valeurs centrales qui constituent le fondement de la démocratie représentative – à savoir le pluralisme et l'universalisme, la primauté des droits de l'individu, l'égalité des hommes comme base de l'État de droit et la délégation de la souveraineté populaire par le biais du suffrage universel.

Quelles stratégies les partis établis devront-ils appliquer à l'avenir ? Que faut-il penser d'une démarcation stricte et d'un refus catégorique de coopérer (cordon sanitaire)

lorsque l'on se rapproche, en même temps, de la substance des revendications ? Et combien de temps peut donc bien durer la démystification des populistes impliqués dans le pouvoir ? Il n'y a encore aucune réponse à ces questions, même s'il est déjà clair que ces deux approches ont profondément modifié la politique.

Autres articles de la FES Paris à télécharger sur le site

<http://www.fesparis.org/publications.php>

L'avenir de l'Union économique et monétaire européenne

Groupe de travail Europe de la FES

Un programme politique pour le PSE

Björn Hacker et Gero Maas, février 2011

L'expérience norvégienne –

Un quota de femmes dans les conseils d'administration

Aagoth Storvik et Mari Teigen, décembre 2010

La modernisation de la formation professionnelle en Allemagne,

Christine Ante, juillet 2010

Redéfinir le périmètre du SPD

Matthias Machnig + Karsten Rudolph, juin 2010

Gouvernement économique européen et coordination des politiques salariales – la crise de la zone euro appelle des réformes structurelles

Klaus Busch, mai 2010

Le bon capitalisme et ce qui devrait changer après la crise

Sebastian Dullien, Hansjörg Herr et Christian Kellermann, avril 2010

Les bases d'une stratégie européenne de prospérité durable

Groupe de Travail sur l'Europe, avril 2010

Les sociaux-démocrates d'Europe face à la crise

Werner Perger, mars 2010